



Boycott du Comité Technique de la DDCT en soutien aux agent.es

Depuis de nombreuses années, nous nous battons avec les collègues pour l'obtention de NBI pour les agent.es dans certains métiers à la DDCT qui sont lésé.es.

En effet, que ce soit sur la NBI accueil pour les ALG, la NBI encadrant.es pour les huissier.es, la NBI pour le service en charge des quartiers politique de la Ville, la Ville ne leur octroie pas alors que de par leurs missions, ils.elles, devraient la toucher.

La DDCT a enfin plié sur l'octroi de la NBI accueil pour les ALG mais ne reconnaît pas que c'est une NBI de service alors que les ALG ont bien l'accueil parmi les tâches principales dans leur fiche de mission.

Elle préfère négocier en prétendant calculer à l'heure, la minute (et bientôt la seconde !) si les agent.es sont bien en train de faire de l'accueil.

La DDCT n'hésite même pas à réduire, parfois, la mission d'accueil aux mariages, voir la participation aux événements en heures supplémentaires privant ainsi certain.es collègues de cette NBI... en en faisant donc une prime de management en toute illégalité !!!

En soutien à tout.es les collègues qui attendent de la DDCT l'établissement de leur droit, nous élu.es en Comité Technique, nous boycotterons cette instance ce vendredi 22 avril 2022.

Il est plus que temps que la Ville se mette en conformité avec la loi qu'elle prétend si scrupuleusement respecter lorsqu'il s'agit de nous retirer des jours de congés !

Ce boycott est aussi un soutien à tout.es les agent.es des mairies qui font face actuellement à un temps de travail qui explose, des sous-effectifs chroniques entraînant un épuisement général qui donne lieu à accidents de travail, des arrêts maladie, voire des démissions.

La Ville doit impérativement embaucher des agent.es pour permettre aux collègues de travailler dans de bonnes conditions partout à la DDCT et respecter le droit du travail.

Nous entendons réveiller la DDCT qui a trop longtemps fait montre d'inertie concernant ses obligations d'employeurs sur la santé et la sécurité au travail des agent.es et le respect du code du travail notamment en période électorale.

Une autre façon de travailler est possible... en bonne santé... mieux payé.es et pour un meilleur service public. Nous le réclamons, la Ville nous le doit !